



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

métallurgie

Question écrite n° 11680

Texte de la question

M. François Liberti appelle l'attention du M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la répétition des plans de licenciements et sociaux dans tout le pays et plus particulièrement dans les vallées de la haute Ariège où le groupe Pechiney annonce des fermetures d'entreprises et des suppressions d'emplois. Il lui précise que des informations données par les patrons de ce groupe prévoient la fermeture de l'usine Pechiney d'Auzat pour l'été 2003, avec 214 emplois concernés, la suppression de 56 emplois à l'usine de Sabart à Tarascon-sur-Ariège. Ces annonces, ainsi que le doute qui plane sur l'usine d'Hercus, font peser de lourdes menaces sur l'ensemble des salariés et de leur famille sur toutes les vallées de la haute Ariège, le département et la région, alors que le groupe Pechiney en France est largement excédentaire. La colère et l'indignation dans cette région sont à la hauteur du mépris affiché par les dirigeants de cette entreprise qui, au nom du sacro-saint profit, ignore les êtres humains. Cette situation va engendrer d'autres fermetures de petites entreprises et contribuer à la désertification de ce secteur géographique et par voie de conséquence, atteindre le service public. Il lui demande de tout mettre en oeuvre pour éviter ce cataclysme économique et l'agonie de toute une région.

Texte de la réponse

On constate la répétition des plans de licenciements et sociaux dans les vallées de la haute Ariège, où le groupe Pechiney annonce des projets de fermeture d'entreprises et des suppressions d'emplois. Le projet d'arrêt, en juillet 2003, des activités d'électrolyse d'aluminium du site d'Auzat, qui emploie actuellement 214 personnes et 60 intérimaires, a été annoncé au comité central d'entreprise du groupe Pechiney le 29 janvier 2003. Ce projet fait suite à des études approfondies menées par le groupe. Les conclusions de ces études montrent que, structurellement déficitaire depuis plusieurs années, cette unité est confrontée non seulement à des difficultés d'approvisionnement en énergie, mais également à des problèmes de taille, de technologie et de situation géographique qui entraînent un surcoût de sa production. Le site de Tarascon, actuellement alimenté par l'usine d'Auzat, devrait pour sa part fermer ses ateliers de moulages d'alliages destinés à l'industrie automobile. Le programme de restructuration du site de Tarascon devrait toucher la moitié des effectifs de l'usine, soit 56 personnes. Ces décisions sont motivées par le contexte économique difficile de ces deux dernières années qui a affecté plus particulièrement l'ensemble du secteur de l'aluminium. Menacés par un surplus important de production, les cours de l'aluminium sur le marché mondial se sont dépréciés de 11 % en trois ans et les prévisions établies pour l'année 2003 devraient accentuer cette tendance. Après prise en compte d'une provision exceptionnelle pour charges de restructurations, les résultats consolidés du groupe Pechiney ont ainsi enregistré une perte de 50 millions d'euros sur l'exercice 2002. Le ministère délégué à l'industrie, le conseil général de l'Ariège et le groupe Pechiney ont confié à la Sodie une mission de revitalisation du tissu économique ariégeois et d'aide à la création d'emplois. Cette mission a été renouvelée pour une durée de cinq ans le 1er janvier 2000. En soutenant le développement d'entreprises existantes ou l'implantation de nouvelles activités, l'objectif assigné à cette mission est de générer la création de 700 emplois au sein de petites et moyennes entreprises porteuses de projets. Grâce aux fonds mis en place par ses trois mandants,

l'accompagnement de la Sodie se traduit par la mise à disposition de prêts à taux réduit. A ce jour, 218 créations d'emplois ont pu bénéficier de ces dispositions. Il a été demandé au groupe Pechiney de poursuivre et de renforcer sa contribution en faveur de la mission de revitalisation du tissu industriel du pays ariégeois. Ces actions devront être mises en place en étroite concertation avec l'ensemble des élus locaux. La direction de Pechiney s'est par ailleurs engagée à accorder au personnel des sites d'Auzat et de Tarascon un reclassement prioritaire dans les autres unités du groupe installées en France.

Données clés

Auteur : [M. François Liberti](#)

Circonscription : Hérault (7^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11680

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 février 2003, page 933

Réponse publiée le : 31 mars 2003, page 2487